

**Treizième session**

New York, 8-17 décembre 2014

**Élection de membres
du Comité du budget et des finances****Note du Secrétariat**

1. Le 17 mars 2014, le Bureau de l'Assemblée des États Parties (« l'Assemblée ») a décidé que l'élection de six membres du Comité du budget et des finances aurait lieu lors de la treizième session de l'Assemblée, qui doit se tenir à New York, du 8 au 17 décembre 2014. Conformément à cette décision, la période de présentation des candidatures à six des sièges du Comité du budget et des finances a couru du 9 juin au 31 août 2014, et a été prolongée une fois jusqu'au 14 septembre 2014 (note verbale ICC-ASP/13/SP/61).

2. Le Comité du budget et des finances a été créé par l'Assemblée en vertu de la résolution ICC-ASP/1/Res.4 du 3 septembre 2002. Son mandat est défini dans l'annexe à la résolution. Le paragraphe 2 de ladite annexe a été modifié par l'Assemblée conformément à sa résolution ICC-ASP/2/Res.5 du 12 septembre 2003.

3. La procédure de présentation des candidatures et d'élection des membres du Comité du budget et des finances a été définie par l'Assemblée dans sa résolution ICC-ASP/1/Res.5. Le paragraphe 15 de ladite résolution a été modifié par la résolution ICC-ASP/2/Res.4 du 12 septembre 2003. Le paragraphe 6 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5 dispose que, pour toute candidature, il doit être indiqué de quelle manière le candidat répond aux exigences du paragraphe 2 de la résolution ICC-ASP/1/Res.4, c'est-à-dire être un expert d'un État Partie dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.

4. La répartition des sièges entre les groupes régionaux aux fins de la première élection, établie au paragraphe 8 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5 est la suivante :

- a) Groupe des États d'Afrique : deux sièges ;
- b) Groupe des États d'Asie : deux sièges ;
- c) Groupe des États d'Europe orientale : deux sièges ;
- d) Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes : deux sièges ; et
- e) Groupe des États d'Europe occidentale et des autres États : quatre sièges.

5. Les six membres dont le mandat doit prendre fin le 20 avril 2015 occupent les sièges correspondant aux groupes régionaux ci-après :

- a) États d'Afrique, un siège ;
- b) États d'Asie et du Pacifique : deux sièges ;
- c) États d'Europe orientale, un siège ;

- d) États d'Amérique latine et des Caraïbes, un siège ; et
- e) États d'Europe occidentale et autres États, un siège.

6. Conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, aucun effort ne sera épargné pour élire les membres du Comité par consensus, sur la base d'une recommandation du Bureau. Le paragraphe 10 de la résolution dispose qu'en l'absence de consensus, l'élection des membres du Comité est considérée comme une question de fond et régie par les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 7 de l'article 112 du Statut de Rome, qui se lit comme suit :

« 7. Chaque État Partie dispose d'une voix. L'Assemblée et le Bureau s'efforcent dans toute la mesure possible d'adopter leurs décisions par consensus. Si le consensus n'est pas possible, et à moins que le Statut n'en dispose autrement :

- a) Les décisions sur les questions de fond sont prises à la majorité des deux tiers des présents et votants, la majorité absolue des États Parties constituant le quorum pour le scrutin ».

7. En application du paragraphe 11 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, l'élection se déroule au scrutin secret. Il peut toutefois être dérogé à cette exigence si le nombre de candidats correspond au nombre de sièges à pourvoir ou, dans le cas de candidats appuyés par les groupes régionaux respectifs, à moins qu'une délégation ne demande expressément que telle ou telle élection fasse l'objet d'un vote.

8. En application du paragraphe 12 de la même résolution, les personnes élues sont les candidats de chaque groupe qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité des deux tiers des États Parties présents et votants, sous réserve que la majorité absolue des États Parties constitue le quorum exigé pour le scrutin.

9. À l'expiration de la période de présentation des candidatures, prolongation de cette période comprise, soit le 14 septembre 2014, sept candidatures avaient été reçues.

10. Les sept candidatures reçues émanaient du Groupe des États d'Afrique (une), du Groupe des États d'Asie et du Pacifique (trois), du Groupe des États d'Europe orientale (une), du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (une), et du Groupe des États d'Europe occidentale et des autres États (une).

11. Par une communication en date du 17 novembre 2014, l'Ambassade de la République de Corée a annoncé le retrait de la candidature de M. Young Sok Kim.

12. Conformément au paragraphe 7 de la résolution ICC-ASP/1/Res.5, une liste des candidats présentés et des documents les concernant, établie dans l'ordre alphabétique anglais, est jointe à la présente note.

Annexe

Liste alphabétique des candidats (avec énoncé des qualifications)

Table des matières

<i>Nom et État dont le candidat est ressortissant;</i>	<i>Page</i>
1. Adsett, Hugh (Canada)	4
2. Gharaibeh, Fawzi A. (Jordanie)	7
3. Kozaki, Hitoshi (Japon)	11
4. Robimanana, Rivomanantsoa Orlando (Madagascar)	13
5. Sánchez Izquierdo, Mónica Soledad (Équateur)	16
6. Sopková, Elena (Slovaquie)	19

* Sauf indication contraire, il s'agit également de l'État présentant la candidature.

1. ADSETT, Hugh (Canada)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade du Canada auprès des Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur, se référant à la note du Secrétariat ICC-ASP/13/SP/07 du 18 mars 2014, de l'informer que le Gouvernement du Canada a décidé de présenter la candidature de M. Hugh Adsett à l'élection de membres du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale, devant se tenir à la treizième session de l'Assemblée des États Parties à New York, en décembre 2014.

M. Adsett a une expérience approfondie dans le domaine des finances et de la gestion d'institutions judiciaires internationales. M. Adsett a été élu pour la première fois au Comité du budget et des finances en 2011 pour le mandat allant du 21 avril 2012 au 20 avril 2015. M. Adsett a été Président du Comité de gestion du Tribunal spécial pour la Sierra Leone (2005-2008) et était, à ce titre, chargé de veiller à ce que le Comité de gestion, composé de représentants de plusieurs États membres des Nations Unies, soit en mesure de s'acquitter de sa mission de garantir le fonctionnement efficace et efficient du Tribunal, en particulier par un examen et une surveillance détaillés du budget du Tribunal, en procédant en temps utile à l'examen des propositions visant à renforcer l'utilisation optimale des ressources, en organisant des visites annuelles au Tribunal, en facilitant le contact et les relations entre le Tribunal et les États membres des Nations Unies à New York et en menant des activités de sensibilisation continues auprès de ces États membres, au nom du Comité de gestion. Avant d'être président du Comité de gestion du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, M. Adsett en avait été membre de 2004 à 2005.

M. Adsett est actuellement directeur général de la Direction générale des affaires juridiques et jurisconsulte adjoint du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada. Outre sa fonction consistant à fournir des conseils et une assistance et à donner des consultations relativement à de nombreux sujets de droit international public, concernant notamment les tribunaux internationaux pénaux, M. Adsett est chargé de diriger une équipe de 42 juristes, techniciens juridiques et autres employés, ainsi que de gérer le budget et les effectifs de la Direction.

De 2004 à 2008, M. Adsett a été conseiller en affaires juridiques, économiques et sociales à la Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies à New York. À ce titre, il a été le représentant du Canada devant la Sixième Commission (chargée des questions juridiques). Il a également été membre de la délégation du Canada lors des quatrième, cinquième et sixième sessions de l'Assemblée des États Parties.

Le fait que M. Adsett ait une grande connaissance de la Cour pénale internationale et du droit international pénal, ainsi que son expérience intéressante en tant que président du Comité de gestion du TSSL, seraient des atouts importants pour le Comité du budget et des finances, dans la cadre de son examen du budget, des ressources humaines et des autres besoins en infrastructure de la Cour. L'ampleur de ses connaissances et sa grande expérience des questions budgétaires d'institutions judiciaires internationales attestent qu'il répond aux exigences du paragraphe 2 de l'annexe à la résolution portant création du Comité du budget et des finances (ICC-ASP/1/Res.4), à savoir que les membres du Comité sont des experts jouissant d'une autorité reconnue et ayant l'expérience des questions financières au plan international.

Une présentation détaillée des qualifications de M. Adsett est jointe à la présente note.

Exposé des qualifications

Expérience approfondie dans le domaine des finances et de la gestion d'institutions judiciaires internationales : M. Adsett a été élu pour la première fois au Comité du budget et des finances en 2011. De 2005 à 2008, il avait été Président du Comité de gestion du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, chargé de garantir le fonctionnement efficace et

efficace du Tribunal par un examen et une surveillance détaillés du budget du Tribunal et par l'examen des propositions visant à renforcer l'utilisation optimale des ressources. En tant que conseiller en affaires juridiques, économiques et sociales à la Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies, M. Adsett a représenté le Canada devant la Sixième Commission (chargée des questions juridiques). Il a également fait partie de la délégation du Canada assistant à l'Assemblée des États Parties (2005-2007).

Poste actuel

Directeur général et juriconsulte adjoint, Direction générale des affaires juridiques, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada

Expérience professionnelle

Depuis 2013

Directeur général et juriconsulte adjoint, Direction générale des affaires juridiques, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada : chargé de diriger une équipe de 31 juristes, trois employés administratifs, quatre jurilinguistes, quatre personnes s'occupant de l'élaboration de traités, et quatre, de l'authentification de documents. La Direction fournit des conseils et une assistance et donne des consultations relativement à tous les aspects du droit international public, et notamment les droits de l'Homme et le droit humanitaire, les sanctions économiques, les crimes et la sécurité, le droit diplomatique et consulaire, le droit des traités, et le droit des océans et de l'environnement.

Septembre 2011 – mars 2013

Directeur, Direction du droit onusien, des droits de la personne et du droit économique, Affaires étrangères et Commerce international Canada ; chargé de diriger une équipe de 8 juristes et d'un employé fournissant des conseils et une assistance et donnant des consultations en matière de droit international s'agissant des droits de l'Homme, de sanctions économiques et de droit humanitaire international. En novembre 2011, élection au Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale pour le mandat 2012-2014.

Septembre 2008 – août 2011

Directeur de la Direction du droit criminel, de la sécurité et des traités, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Canada) : chargé de diriger une équipe de 13 juristes, techniciens juridiques et employés en appui, fournissant des conseils et une assistance et donnant des consultations en droit international en matière de coopération juridique et d'assistance dans le cadre d'affaires civiles et pénales, de criminalité transnationale, de lutte contre la corruption et contre le terrorisme, et de privilèges et immunités. Les responsabilités dans les domaines du budget et des ressources humaines incluaient de gérer le budget de la Direction, de recruter le personnel et de représenter la Direction auprès du Comité consultatif en matière de ressources humaines du Ministère (2009-2011).

2004 – 2008

Conseiller en affaires juridiques, économiques et sociales, Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies, New York, NY (États-Unis d'Amérique) : chargé de représenter le Canada devant la Sixième Commission (chargée des questions juridiques) et de diriger le personnel d'appui ainsi qu'une équipe de cinq agents chargés de représenter le Canada devant les Deuxième et Troisième Commissions. Autres tâches sur cette période :

(a) Président du Comité de gestion du Tribunal spécial pour la Sierra Leone (2005-08), chargé de veiller à ce que le Comité de gestion, composé de représentants des Nations Unies et de plusieurs États membres, soit en mesure de s'acquitter de sa mission consistant à veiller à la gestion efficace et efficiente du Tribunal, notamment par un examen et une surveillance détaillés du budget du Tribunal, en fournissant en temps utile un examen des propositions visant à renforcer l'utilisation optimale des ressources, en organisant des visites annuelles au Tribunal, en facilitant le contact et les relations entre le Tribunal et les États membres des Nations Unies à New York et en menant des activités de

sensibilisation continues auprès des États membres au nom du Comité de gestion. Membre du Comité de gestion du Tribunal spécial pour la Sierra Leone de 2004 à 2005 avant d'en être président.

(b) Membre de la délégation du Canada lors des quatrième, cinquième et sixième sessions de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome (2005, 2006 et 2007).

2002-2004

Directeur adjoint, droit de l'environnement, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Canada) : chargé de diriger une équipe de cinq juristes fournissant des conseils dans le domaine du droit international de l'environnement. Membre du Comité de contrôle du respect de la Convention d'Espoo.

2000-2002

Juriste, droits de l'homme et droit humanitaire, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Canada) : chargé de fournir des conseils sur tout un éventail de questions relatives au droit international des droits de l'homme et au droit international humanitaire, et de représenter le Canada lors des négociations relatives à l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale.

1998-2000

Troisième Secrétaire / deuxième Secrétaire, Ambassade du Canada en Éthiopie, accrédité pour l'Érythrée, Djibouti et le Soudan : chargé de rendre compte de l'évolution de la situation et de représenter le Canada dans ses relations avec l'Érythrée, Djibouti et le Soudan.

1998

Juriste, droits de l'homme et droit humanitaire, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Canada) : chargé de fournir des conseils sur tout un éventail de questions relatives au droit international des droits de l'homme et au droit international humanitaire.

1997

Conseiller junior, Mission permanente du Canada auprès des Nations Unies, New York, NY (États-Unis d'Amérique) : chargé de participer à des réunions et à des négociations, et de rendre compte, selon que de besoin, des travaux de la Troisième Commission (droits de l'homme et affaires humanitaires) de l'Assemblée générale des Nations Unies.

1996 – 1997

Responsable, Direction de la consolidation de la paix, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Canada) : chargé de fournir des conseils sur les politiques de consolidation de la paix, notamment l'assistance canadienne à des missions internationales d'observation électorale.

1995

Fonctionnaire sur le terrain, Opérations des Nations Unies sur le terrain dans le domaine des droits de l'homme (Rwanda) : chargé, en tant que membre d'une petite équipe locale située à Cynagugu (Rwanda), de fournir des conseils et de suivre l'évolution de la situation sur le plan des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne l'éducation aux droits de l'homme, d'assurer la liaison avec les autorités locales et d'effectuer des visites dans des centres de détention.

1993-1995

Stagiaire en droit, Cabinet d'avocats Osler, Hoskin et Harcourt, Ottawa (Canada).

Adhésion à des organismes professionnels

Ordre des avocats et membre du Barreau du Haut-Canada (Ontario), depuis 1995.

Formation

LL.B (*Bachelor of Laws*), Queen's University, 1993 ; M.A. (*Master of Arts*) en journalisme, University of Western Ontario, 1988 ; B.A. (*Bachelor of Arts*, avec mention), Histoire et sciences politiques, Mount Allison University, 1987.

Enseignement et publications

Chargé de cour, droit international niveau avancé, Université d'Ottawa, faculté de droit, automnes 2010, 2011, 2012 et 2013 ; chargé de cours, droit international des droits de l'homme, Queen's University, faculté de droit (Herstmonceux Castle, Angleterre), pendant les mois de juin 2009, 2010, 2011, 2012, 2013 et 2014 ; chargé de cours, droit international des droits de l'homme, Université d'Ottawa, faculté de droit, automnes 2001, 2002 et 2003 ; chargé de cours, droit international pénal, Université d'Ottawa, faculté de droit, hiver 2004

Co-auteur, avec le professeur Ted McDorman, Anne Daniel et Masud Husain, de *Compliance Committees and Recent Multilateral Environment Agreements: The Canadian Experience with their Negotiation and Operation* (2004), 42 Canadian Yearbook of International Law 91-142.

Langues

Anglais, français

2. GHARAIBEH, Fawzi A. (Jordanie)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade du Royaume hachémite de Jordanie présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur de l'informer que le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie a décidé de présenter la candidature de S.E. le Docteur Fawzi Gharaibeh afin qu'il soit réélu au Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale.

Le Dr Gharaibeh possède une réputation et une expérience en matière financière reconnues aux niveaux national et international, comme le démontre le curriculum vitae ci-joint du Dr Fawzi Gharaibeh.

Exposé des qualifications

Informations personnelles

Lieu de naissance : Jordanie

Date de naissance : 1943

Nationalité : jordanienne

État civil : marié, trois enfants

Langues : arabe (langue maternelle), anglais, français (non perfectionné)

Formation

1972 : Doctorat, Université du Wisconsin (États-Unis d'Amérique)

1968 : MBA (Mastère de gestion), Texas Tech University (États-Unis d'Amérique)

1965 : Licence (commerce) avec mention, Université du Caire (Égypte)

Poste actuel

Professeur émérite, Université de Jordanie

Postes précédents

2009-2014

Fondateur et Président de l'Université A'Sharqiyah (Sultanat d'Oman)

2012-2013

Président du Conseil d'administration de l'Université scientifique et technologique (Jordanie)

1999 -2000

Président du Conseil d'administration de *Phosphate and Mining Corporation* (Jordanie)

1998 -1999

Ministre de l'Éducation (Jordanie)

1991 -1998

Président de l'Université de Jordanie

1986-1990

Vice-Président de l'Université de Jordanie

1983 -1986

Doyen de la Faculté d'économie et de sciences administratives de l'Université de Jordanie

Titres académiques

1981 : Professeur à l'Université de Jordanie

1976 -1981 : Professeur associé à l'Université de Jordanie (Jordanie)

1972-1976 : Professeur assistant à l'Université de Jordanie

1978-1979 : Professeur invité, LBJ School of Public Affairs, Université du Texas, Austin, (États-Unis d'Amérique)

1978: Professeur invité, Portland State University (États-Unis d'Amérique)

Fonctions occupées (sélection)

2006-2009 : Membre du Conseil d'administration de l'Université de Balqa (Jordanie)

2006-2009 : Membre du Conseil consultatif de la *Graduate School of Business Administration*, Université germano-jordanienne

2003 : Membre du Comité du budget et des finances, Cour pénale internationale, La Haye (Pays-Bas)

2003-2009 : Membre du Conseil d'administration de la Royal Scientific Society (Jordanie)

2003-2009 : Membre du Conseil d'administration de la Fondation du roi Hussein de Jordanie

2003-2006 : Membre du Conseil d'administration de l'Université scientifique et technologique (Jordanie)

2003-2006 : Membre de la Commission supérieure des professions comptables

2001-2009 : Membre du Conseil d'administration du Centre d'études stratégiques de l'Université de Jordanie

2001-2005 : Membre du Conseil d'administration de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Paris (France)

1998-2003 : Vice-Président du Conseil de l'enseignement supérieur (Jordanie)

1995-1998 : Membre du Conseil d'administration de l'Institut de diplomatie (Jordanie)

1995-1998 : Membre du Conseil exécutif de l'Association internationale des universités, Paris (France)

1994-1998 : Membre de la Commission jordano-américaine d'échanges internationaux (Fulbright)

1991-2004 : Membre du Conseil de l'enseignement supérieur (Jordanie)

1991-1994 : Président du Comité d'évaluation de l'enseignement supérieur (Jordanie)

1991-1993 : Membre du Comité des conseillers économiques du Gouvernement jordanien

1991-1994 : Membre de l'Association comptable américaine

1991-2009 : Président de l'Association des anciens élèves jordaniens des universités et instituts des États-Unis

1989-1991 : Membre du Conseil de direction de l'Université de Petra (Jordanie)

1989-1990 : Membre du Comité national chargé de rédiger la Charte nationale jordanienne

1986-1991 : Président du Comité chargé d'évaluer les diplômes accordés par des universités étrangères (Jordanie)

1985-1992 : Membre du Comité consultatif auprès de la Faculté de sciences administratives et économiques de l'Université du Qatar (Qatar)

Fondation d'université

Co-fondateur et partenaire (jusqu'en 2005) de l'Université privée de Petra (Jordanie)

Consultations

Consultations relatives à divers domaines de l'enseignement supérieur, des affaires et de l'économie

Conférences

Sur l'éducation supérieure

Sur les affaires et l'économie

Sur les questions du Moyen-Orient

Sur les questions culturelles

Distinctions

Médaille de l'indépendance, premier ordre

Médaille d'excellence de l'éducation

Publications*Ouvrages (en anglais)*

The Economics of the West Bank and the Gaza Strip, Boulder, Westview Press, 1987 (Etats-Unis)

The Badia of Jordan: A Process of Change, Amman, University of Jordan Press, 1987 (ouvrage collectif)

The Bedouin of Jordan: A People in Transition, Amman Royal Scientific Society Press, 1987 (ouvrage collectif)

The small and Handicraft Industries in Jordan, 1976, Amman, Industrial Development Bank, n.d. (ouvrage collectif)

Ouvrages (en arabe)

Les problèmes contemporains en Jordanie (édition et introduction), Amman et Beyrouth, Fondation Abdel Hamid Shoman et Institut arabe pour les études et les publications, 2001

Principes comptables, New York, John Wiley and Sons, 1983 (ouvrage collectif)

La comptabilité pour les cadres, Amman, Presse El-Dustour, 1982 (ouvrage collectif)

Recherche méthodologique en sciences sociales et en littérature. Amman, Royal Scientific Society Press, 1977 (ouvrage collectif) ; troisième édition, 2002

La comptabilité analytique : Principes, procédures et contrôle, Amman, Philadelphia Publishing House, 1975

Articles (en anglais)

« Bedouin Settlement: Organizational, Legal and Administrative Structure: The Experience of Jordan », Galaty, John G., Aronson, Dan and Salzman, Philip Carl, Ed. *The Future of Pastoral Peoples*, Ottawa, Centre de recherches pour le développement international, 1981 (en collaboration)

« Foreign Companies in Jordan: Problems and Prospects », Arab Journal of Administration, octobre 1979 (en collaboration)

« West Asia and Southeast Asia: A Commentary, in Economic Relations Between West Asia and Southeast Asia », Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 1978

« Conditions of Some Working Women in Jordan », Arab Journal of Administration, 1978 (en collaboration)

« Doing Business in the Arab World: Problems and Prospects », The Arab World : Business Opportunities, Singapour, Compa Publications, 1977 (en collaboration)

« Amman Region and its Weight in Jordan's Economy », Orient, 1976 (en collaboration)

Articles (en arabe)

La relation entre les bénéfices et les rendements des actions sur le long terme : reproduction et extension, Jordan Journal of Business Administration, 2008 (en collaboration)

Rôle des flux de trésorerie et des charges à payer pour expliquer les rendements des actions, Jordan Journal of Business Administration, 2008 (en collaboration)

Prédire les entreprises en difficulté en Jordanie : approche évolutive multidimensionnelle, Dirasat, 2008 (en collaboration)

L'éducation en Jordanie et les enjeux du XXI^e siècle, Contemporary Issues in Jordan, 2001

Corrélation entre la valeur beta des variables comptables et du marché comme mesure du risque systémique dans les entreprises cotées en Jordanie, Dirasat, 1996 (en collaboration)

Utilisation des ratios financiers afin de prédire le succès des entreprises industrielles en Jordanie", Dirasat, 1990 (en collaboration)

Les états financiers annuels des entreprises industrielles jordaniennes et leur pertinence aux fins de décisions d'investissement, Dirasat, 1990 (en collaboration)

Teneur des états financiers annuels des entreprises jordaniennes – Chiffre d'affaires", Dirasat, 1989 (en collaboration)

Publication en temps et en heure des états financiers des entreprises industrielles jordaniennes, Dirasat, 1988 (en collaboration)

Teneur des états comptables des entreprises industrielles jordaniennes, Abkath Al-Yarmouk, 1988 (en collaboration)

Les ratios financiers afin de prédire l'échec dans les entreprises industrielles jordaniennes", Dirasat, 1987 (en collaboration)

Divulgence de l'information dans les états financiers annuels des entreprises industrielles jordaniennes, Dirasat, 1986 (en collaboration)

Ampleur de l'utilisation des systèmes de comptabilité analytique dans les entreprises industrielles jordaniennes", Dirasat, 1986 (en collaboration)

L'inflation dans la comptabilité des entreprises jordaniennes : une étude de cas, Economics and Administrative Research, 1981

La fonction comptable et le directeur comptable dans les entreprises jordaniennes, Dirasat, 1981.

L'utilisation d'équations simultanées dans l'allocation des coûts du service d'un département : une étude de cas, Journal of Business Research, 1980

Tendances en matière d'investissements en Jordanie, Businessmen, 1978

Le contrôle interne des entreprises : évaluation quantitative, Dirasat, 1976 (en collaboration)

L'industrie moderne de la construction : une étude de cas", Dirasat, 1975 (en collaboration)

Utilisation de la programmation linéaire dans l'allocation des coûts fixes : cas de l'entreprise fabriquant papiers et cartons, actes de la deuxième conférence annuelle sur les recherches opérationnelles, Le Caire, société égyptienne de recherches opérationnelles, 1975

3. KOZAKI, Hitoshi (Japon)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade du Japon auprès des Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, se référant à la note ICC-ASP/13/SP/07 du Secrétariat, a l'honneur de l'informer de la décision du Gouvernement du Japon de soumettre la candidature de M. Hitoshi Kozaki pour siéger au Comité du budget et des finances pour la période 2015-2018, en vue des élections qui auront lieu au cours de la treizième session de l'Assemblée des États Parties en décembre 2014.

M. Kozaki, qui occupe actuellement les fonctions de Premier secrétaire de l'Ambassade du Japon en Iraq et de membre du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, dispose d'une longue expérience et d'une réputation en matière financière reconnues aux niveaux international et intergouvernemental. D'août 2003 à octobre 2007, il a représenté le Japon au sein de la Cinquième commission (administrative et budgétaire) de l'Assemblée générale des Nations Unies, où il a fait montre de son expertise et de ses qualités de dirigeant dans les négociations internationales relativement à la réforme de la gestion des Nations Unies, des procédures budgétaires ordinaires et des budgets de missions de maintien de la paix, du suivi, de la gestion des ressources humaines et d'autres sujets afférents. M. Kozaki a ensuite rejoint le Département d'appui aux missions des Nations Unies, où il était jusqu'en février 2011 responsable confirmé de gestion de programmes aux fins de coordonner les procédures transversales et intergouvernementales au sein du Bureau du Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions, et de concevoir et coordonner les budgets des missions de maintien de la paix des Nations Unies ainsi que des missions politiques spéciales au sein de la Division du budget et des finances des missions. En 2012, il a été choisi pour faire partie du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies au nom de l'Assemblée générale des Nations Unies ; il y a exercé les fonctions de rapporteur du Comité en 2012, puis de membre du groupe de travail sur le budget en 2013.

L'expérience et l'expertise de M. Kozaki, telles que détaillées dans le curriculum vitae ci-joint, attestent du fait qu'il satisfait aux conditions à remplir pour devenir membre du Comité, exposées au paragraphe 2 de l'annexe à la résolution portant création dudit Comité (ICC-ASP/1/Res.4), à savoir être un expert dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.

Depuis les débuts de la Cour pénale internationale, le Japon n'a eu de cesse de soutenir les activités de l'institution ; devenu État Partie au Statut de Rome le 1er octobre 2007 et, apportant depuis lors la contribution au budget de la Cour la plus importante, il entend demeurer un de ses fervents soutiens. La décision du Gouvernement du Japon de soumettre la candidature de M. Kozaki au titre de membre du Comité du budget et des finances fait écho à son engagement indéfectible de continuer à tout mettre en œuvre pour permettre les activités de la Cour. Le Gouvernement du Japon a une totale confiance dans le fait que son candidat dispose des connaissances, de l'expertise et de l'expérience nécessaires en matière budgétaire et financière, ainsi que de la réputation requise au niveau international, pour apporter une contribution significative aux importants travaux du Comité.

Exposé des qualifications

Informations personnelles

Nom : Hitoshi Kozaki (Japon)

Date et lieu de naissance : 2 juillet 1969 à Shiga (Japon)

Cursus universitaire

1996 : Licence en Sciences politiques, Amherst College, Amherst (Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique)

1993 : Licence en droit, Université d'Osaka (Japon)

Poste actuel

Depuis 2014 : Premier secrétaire, Ambassade du Japon en Iraq

Depuis 2012 : Représentant de l'Assemblée des Nations Unies auprès du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, rapporteur de la 59^e session dudit comité, membre de la commission permanente, membre du groupe de travail sur le budget.

Expérience professionnelle

2011-2013 :

Directeur adjoint, Ministère des affaires étrangères, responsable des relations politiques entre le Japon et l'Australie ainsi qu'entre le Japon et la Nouvelle-Zélande.

2009-2011 :

Secrétariat des Nations Unies, Département d'appui aux missions, Division du budget et des finances des missions, responsable confirmé de gestion de programmes, chef de l'unité gérant le budget et les finances des missions de maintien de la paix et des missions politiques des Nations Unies.

2007-2009 :

Secrétariat des Nations Unies, Département d'appui aux missions, Bureau du Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions, responsable confirmé de gestion de programmes, responsable de la politique et des programmes de liaison et de coordination avec les agences intergouvernementales des Nations Unies.

2003-2007 :

Mission permanente du Japon auprès des Nations Unies, Second puis Premier secrétaire (nommé en 2007 expert confirmé des affaires relatives aux Nations Unies au sein du Ministère des affaires étrangères du Japon) chargé de la réforme de la gestion, du budget ordinaire des Nations Unies, ainsi que des budgets relatifs aux opérations de maintien de la paix et aux tribunaux internationaux pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie, de la planification des programmes, des organes de surveillance (comité d'audit, bureau des services de contrôle interne et corps commun d'inspection).

2000-2003 :

Ministère des affaires étrangères du Japon, Bureau des affaires nord-américaines, Première division américaine, chargé des relations politiques entre le Japon et les Etats-Unis

1998-2000 :

Ministère des affaires étrangères du Japon, Bureau des affaires européennes, Deuxième division d'Europe de l'Ouest, responsable des relations politiques entre le Japon et le Royaume-Uni.

1996-1998 :

Ambassade du Japon à Singapour, Attaché et Troisième secrétaire, responsable du protocole et des relations politiques entre le Japon et Singapour.

1994-1996 :

Ambassade du Japon aux Etats-Unis d'Amérique, Attaché ; par ailleurs détachement académique auprès de l'Amherst College, Amherst (Massachusetts, Etats-Unis d'Amérique).

1993-1994 :

Ministère des affaires étrangères, Bureau des affaires nord-américaines, Division du traité de sécurité entre le Japon et les États-Unis.

Langues

Japonais, anglais et connaissances en chinois.

4. ROBIMANANA, Rivomanantsoa Orlando (Madagascar)

[Original : français]

Note verbale

La Mission Permanente de la République de Madagascar auprès des Nations Unies présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des Etats Parties au Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale (CPI) et, se référant à sa note ICC-ASP/13/AP/07 du 18 mars 2014 relative à la procédure de présentation des candidatures et d'élection des membres du Comité du Budget et des Finances, a l'honneur de communiquer ci-joint la candidature de M. ROBIMANANA Rivomanantsoa Orlando, Inspecteur du Trésor, Directeur Général du Trésor – Madagascar.

La Mission Permanente de Madagascar joint à la présente note verbale les curricula vitae du candidat (versions française et anglaise) ainsi que la lettre de présentation de sa candidature signée par S.E.M. Hery RAJAONARIMAMPIANINA, Président de la République de Madagascar en mêmes versions.

La Mission Permanente de Madagascar voudrait confirmer que la candidature de M. ROBIMANANA R. Orlando répond aux exigences du paragraphe 2 de l'annexe à la résolution portant création du Comité du budget et des finances. Selon son curriculum vitae, il est un expert d'un Etat Partie au Statut de Rome dont la réputation et les expériences en matière financière sont reconnues au niveau international.

Exposé des qualifications

Présentation des qualifications selon les exigences du paragraphe 2 de l'annexe à la Résolution portant création du Comité du budget et des finances de la Cour Pénale Internationale (C.P.I.)

Inspecteur du Trésor Public depuis 1997, M. ROBIMANANA Rivomanantsoa Orlando de nationalité Malagasy dispose de 17 ans d'expériences en matière de contrôle et de gestion des finances publiques.

Nommé Directeur Général du Trésor depuis 2009, il est chargé de participer à l'élaboration et à la conduite de la politique financière nationale, régionale et internationale de l'Etat, de gérer les emprunts publics extérieurs (négociations, tirages, règlement du service de la dette), les dons et aides extérieures, les opérations de trésorerie et du recouvrement des créances de l'Etat ; de participer à la préparation des négociations avec les organismes internationaux par la mise à disposition des documents afférents (missions de revue, missions conjointes de bailleurs, etc.).

Ces expertises lui valaient sa désignation comme membre du Panel des Experts du Fonds Monétaire International (F.M.I.). Devenu expert du F.M.I. à la sollicitation de cette Institution, il fait partie des Panels d'experts officiels Internationaux, auxquels sont assignées des missions de par le monde au nom du F.M.I. dans le cadre de la gestion des finances publiques. Par ailleurs, M. ROBIMANANA Rivomanantsoa Orlando est le Président de l'Association internationale des Services du Trésor (AIST), plateforme d'échanges et de débats qui regroupe 33 pays du monde entier. Il est Gouverneur suppléant de la Banque Africaine de Développement.

Les parcours professionnels et les formations à l'échelle nationale et internationale dont M. ROBIMANANA Rivomanantsoa Orlando a bénéficié lui ont fait s' approprier le concept de bonne gouvernance-efficacité, efficience et transparence.

La Mission Permanente de Madagascar auprès des Nations Unies reste convaincue que ces qualifications apporteront des contributions significatives aux travaux du Comité du Budget et des Finances de la Cour Pénale Internationale (C.P.I.)

Objectif

Devenir membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale.

Titres actuels

Depuis 2009 :

- Directeur Général du Trésor
- Président de l'Association Internationale des Services du Trésor (33 pays)
- Membre du Panel des Experts du Fonds Monétaire International
- Président du Conseil des Assurances de Madagascar
- Vice-Président du Conseil Supérieur de la Comptabilité de Madagascar
- Membre de la Commission de Supervision Bancaire et Financière de Madagascar
- Administrateur de la Compagnie Aérienne Nationale Air Madagascar
- Administrateur de la Bank of Africa- Madagascar
- Administrateur de la Compagnie d'Assurance et de Réassurance ARO
- Administrateur de la Compagnie d'Assurance et de Réassurance NY HAVANA
- Administrateur de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
- Administrateur de l'Agence du Médicament de Madagascar
- Administrateur de l'Agence nationale du logement et de l'habitat de Madagascar
- Commandeur de l'ordre national de Madagascar

Diplômes

1997 :Diplôme d'Inspecteur du Trésor - Institut Malgache des Techniques de Planification de Madagascar – Mention BIEN

1993 : Diplôme de Maîtrise ès-Droit Public et Science Politique – Université d'Antananarivo (Madagascar)

1986 : Diplôme de Baccalauréat de l'enseignement secondaire

Certificats

2007 : Certificat de Cycle International de Spécialisation en Administration Publique, Option « Contrôle, Evaluation et Audit de la Dépense Publique » - Ecole Nationale d'Administration (ENA), France

2006 : Certificat de Formation en Audit et Contrôle Interne – Institut FORHOM, France

2005 : Certificat de Formation sur les Normes Internationales d'audit et de contrôle internes – Ecole Nationale du Trésor, France et IFACI (Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne)

1998 : Certificat de Formation en « Strategies For Capital Market Development » - Intradocs Consulting Group - USA

Liste des articles et publications

Article intitulé « Equilibre de la trésorerie durant la crise : magie ou miracle ? », Chronique du Bulletin mensuel du Trésor Public TAHIRY N°1, novembre 2010.

Article intitulé « Financement du déficit budgétaire2011: Le grand défi du Trésor », Chronique du Bulletin mensuel du Trésor Public TAHIRY N°02, décembre 2010.

Article intitulé « La pauvreté artificielle de Madagascar : Révolte de son Trésor Public », Chronique du Bulletin mensuel du Trésor Public TAHIRY N°12, octobre 2011.

Article intitulé « A trop tirer sur la corde...», Chronique du Bulletin mensuel du Trésor Public TAHIRY N°14, décembre 2011.

Article intitulé « Interventions financières de l'Etat : Politique de subvention à reconsidérer », Chronique du Bulletin mensuel du Trésor Public TAHIRY N°23, septembre 2012.

Article intitulé « La fin du monde n'a pas eu lieu... Mais le Trésor Public l'a quand même vécue ! », Chronique du Bulletin mensuel du Trésor Public TAHIRY N°27, janvier 2013.

Article intitulé « Quand les propositions du « rebelle » deviennent conditionnalités », Chronique du Bulletin mensuel du Trésor Public TAHIRY N°02, mai 2014.

Conférences

Thème : « Madagascar : un potentiel économique à (re)découvrir », conférence avec Ubifrance, Paris (France), 21 mars 2014

Thème : « La conduite du changement dans la mise en œuvre des réformes », XVème Colloque International des Services du Trésor Francophones, Ouagadougou (Burkina Faso), 3-5 février 2014

Thème : « Le Financement des Collectivités locales et le rôle des Comptables publics », conférence de l'Association Internationale des Services du Trésor, Abidjan (Côte d'Ivoire), 28 novembre 2013

Thème : « Le budget de l'Etat face aux paradoxes malgaches », conférence du Groupement des Entreprises de Madagascar (G.E.M.), Carlton Antananarivo (Madagascar), novembre 2013

Thème : « La gouvernance financière à Madagascar et le Trésor Public durant ses 50 ans d'existence », conférence-débat dans le cadre du cinquantenaire du Trésor Public malgache, Carlton Antananarivo (Madagascar), juillet 2012

Autres occupations

Directeur de Publication du Bulletin mensuel de liaison et d'information « TAHIRY »

Enseignant à l'Université Catholique de Madagascar (UCM)

Conférencier à l'ECOLE Nationale d'Administration de Madagascar (ENAM) et à l'Institut Malgache des Techniques de Planification (IMaTeP)

Hobbies

Voyages

Découvertes

Sports (Foot, Basket, Natation, Jet-ski, Soccer beach, Beach Volley)

Histoire

5. Sánchez Izquierdo, Mónica Soledad (Équateur)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade d'Équateur auprès du Royaume des Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties à la Cour pénale internationale et a l'honneur de l'informer que le Gouvernement de la République de l'Équateur a décidé de présenter la candidature de Mme Mónica Sánchez à sa réélection au Comité du budget et des finances de la Cour en vue de l'élection qui doit avoir lieu lors de la treizième session de l'Assemblée des États Parties devant se tenir à New York du 8 au 17 décembre 2014. Cette note s'accompagne d'une copie du curriculum vitae de Mme Monica Sanchez.

Élue membre du Comité du budget et des finances lors de la session de l'Assemblée des États Parties qui s'était tenue en décembre 2011, Mme Mónica Sánchez assume ces fonctions depuis janvier 2012 et continuera à le faire jusqu'en décembre de cette année, soit un mandat de trois ans. Mme Sanchez a été vice-présidente du Comité du budget et des finances de mars à décembre 2013. Elle a acquis de l'expérience en matière financière de par son travail au sein de la Cinquième Commission, chargée des questions administratives et de l'analyse du budget des Nations Unies. Mme Sanchez a également eu à s'occuper de diverses questions relatives au Groupe G77+Chine lorsqu'elle travaillait au sein de la Représentation permanente de l'Équateur auprès des Nations Unies à New York, entre août 2005 et septembre 2009.

Exposé des qualifications

Informations personnelles

Nom : Mónica Soledad Sánchez Izquierdo

Date et lieu de naissance : Latacunga, 22 janvier 1977

Formation

2010 : Maîtrise en sciences politiques, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLASCO)

2000 : Licence en relations internationales, Universidad San Francisco de Quito

2000 : Certificat en communication institutionnelle, Universidad San Francisco de Quito

1996 : Baccalauréat international, Colegio Internacional S.E.K

Langues

Anglais : niveau avancé, Fulbright Commission

Français : niveau avancé, French Alliance in Quito

Portugais : niveau quatre, Instituto Brasileiro de Estudos Culturales IBEC

Arabe : premier niveau, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

Expérience professionnelle

Mai 2014

Chargé d'Affaires dans des fonctions consulaires, Consulat d'Équateur à Buenos Aires (Argentine).

Juin 2012 - avril 2014

Conseillère aux affaires internationales, Ministère de l'agriculture, du bétail, de l'aquaculture et des pêcheries d'Équateur.

Août 2011 – juin 2012

Chef de cabinet du Vice-Ministre des affaires étrangères et de l'intégration politique, Ministère des Affaires étrangères.

Octobre 2010 - août 2011

Sous-secrétariat des organisations internationales suprarégionales, Direction du système des Nations Unies – chargée notamment des questions suivantes : désarmement et non-prolifération des armes nucléaires ; réforme du système des Nations Unies ; Mouvement des pays non alignés ; Comités du Conseil de sécurité ; Conseil économique et social (ECOSOC) ; utilisation de l'espace extra-atmosphérique.

Septembre 2009 – septembre 2010

Conseillère sur les questions relatives au développement et au renforcement des Nations Unies ; conseillère auprès du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa 64^e session sur les questions de développement et de réforme du Système.

Août 2005 – septembre 2009

Délégation de la Mission permanente de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, Première commission. Deuxième commission : coordinatrice des résolutions pour le G77 et la Chine ; Cinquième commission : coordinatrice des résolutions pour le G77 et la Chine ; Assemblée générale : renforcement de l'Assemblée générale ; Conseil de sécurité : questions relatives au désarmement et aux opérations de maintien de la paix.

Mars 2005 – août 2005

Premier consul ; consulat général de l'Équateur à New York ; responsable des affaires juridiques et culturelles.

Juin 2003 – mars 2005

Cabinet du Ministre des affaires étrangères de l'Équateur.

2002-2003

Troisième secrétaire ; participante au stage de formation de l'Académie diplomatique « Antonio J. Quevedo », Équateur, dixième promotion.

1999-2002

Chancelière de classe II. Ministère des affaires étrangères de l'Équateur, Sous-secrétariat de la souveraineté nationale, Direction de la souveraineté territoriale : chargée de la question du déminage humanitaire le long de la frontière sud.

Cours, séminaires et conférences

18 juin 2014 : Réunion sur les nouveautés du droit argentin en matière d'immigration

3 au 7 octobre 2011: « Le transfert du pouvoir, la gouvernance mondiale et le nouveau multilatéralisme ». SEGIB-PNUD, Madrid (Espagne)

Mai 2011: Conférence ministérielle des pays non alignés, Bali (Indonésie).

Avril 2009 : Armes de destruction massive : « L'Organisation des Nations Unies peut-elle faire progresser le désarmement et la non-prolifération ? » Rye Brook, New York.

Novembre 2008 : Séminaire sur les armes légères et de petit calibre, Río de Janeiro (Brésil).

Juin 2008 : Séminaire sur la mise en œuvre de la résolution 1540, MERCOSUR, São Paulo (Brésil)

25 au 28 juin 2007 : Conférence régionale des Nations Unies sur la coopération au développement, Managua (Nicaragua).

7 au 10 mai 2007 : Les problèmes de sécurité transnationale et l'Organisation des Nations Unies, West Point/International Peace Academy.

14-15 février 2007: Séminaire annuel sur le droit international humanitaire à l'intention des diplomates accrédités auprès des Nations Unies, faculté de droit de New York.

22-23 août 2006 : Séminaire sur l'investissement direct étranger pour les besoins du financement du développement, séries de cours sur l'économie et la finance, Institut des

Nations Unies pour l'information et la recherche (UNITAR) et de l'école supérieure de commerce Stillman, Seton Hall University (SHU).

Autres activités

Actuellement membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale (La Haye), élue en tant que représentante de l'Assemblée des États Parties pour l'Amérique latine, pour la période 2012 à 2014.

Vice-présidente du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale de mars 2013 à décembre 2013.

Représentante élue du personnel diplomatique et assistante du comité d'évaluation du Ministère des affaires étrangères pour l'année 2011.

6. Sopková, Elena (Slovaquie)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade de la République slovaque auprès du Royaume des Pays-Bas présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, se référant à sa note ICC-ASP/13/SP/07 du 18 mars 2014, à l'honneur de faire savoir que le Gouvernement slovaque a décidé de présenter la candidature de Mme Elena Sopková à sa réélection au Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale lors des élections qui doivent se tenir durant la treizième session de l'Assemblée des États Parties à New York du 8 au 17 décembre 2014.

Un curriculum vitae sur les qualifications détaillées et les compétences avérées de Mme Sopková est joint à la présente note. Mme Sopková a acquis durant sa carrière professionnelle d'importantes connaissances dans la comptabilité, l'évaluation, la gestion de projets, la budgétisation et le contrôle financier, au sein d'institutions judiciaires, à l'échelle nationale et internationale, et son expérience dans ces disciplines est approfondie. En sa qualité de membre du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale depuis 2003, Mme Sopková a contribué de manière significative aux efforts menés pour assurer l'efficacité et l'efficacité de la Cour dans la justice pénale internationale.

Les connaissances remarquables de Mme Sopková et sa vaste expérience attestent de son aptitude à satisfaire aux conditions définies au paragraphe 2 de l'annexe jointe à la résolution portant création du Comité du budget et des finances (ICC-ASP/1/Res.4), qui exige que les membres du Comité soient des experts dont la réputation et l'expérience en matière financière sont reconnues au niveau international.

Exposé des qualifications

Mme Elena Sopková est une spécialiste des questions financières dont la réputation et l'expérience sont reconnues aux niveaux national et international. Son curriculum vitae, qui est joint à la présente Note, atteste de son expérience des questions financières et économiques et des diverses fonctions gouvernementales et internationales qu'elle a assumées. Ayant exercé pendant sept ans les fonctions de Directrice du Département des affaires fiscales internationales au Ministère des finances de la République slovaque, et de membre depuis onze ans, du Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale, elle a acquis une expérience étendue des questions financières internationales et participé à de nombreuses négociations internationales. Mme Sopková est de nationalité slovaque. Elle maîtrise parfaitement l'anglais et possède une connaissance approfondie du français.

Informations personnelles

Nom : Sopková

Prénom : Elena

Date de naissance : 27 juillet 1954

Lieu de naissance : Trnava (République slovaque)

État civil : mariée, deux enfants

Formation

2004 : Entreprise de contrôle technique RWTUV (Bratislava) – Auditeur des systèmes de gestion de la qualité EN ISO 9001:2000

2003 Agence pour le développement rural – gestionnaire de projets certifié

2000-2002 : Institut des hautes études de l'Université des sciences économiques de Bratislava, spécialiste des évaluations économiques et techniques

1973-1978 : Faculté de commerce de l'Université des sciences économiques de Bratislava, Maîtrise

1969-1973 : École secondaire d'économie à Bratislava

Études spécialisées à l'étranger

1998 : Centre d'études de l'OCDE à Budapest - Formation sur les prix de transfert

1997 : Centre d'études de l'OCDE à Vienne- Formation pour les négociateurs de conventions fiscales

1993-1996 : Chambre de commerce et d'industrie de Bruxelles – étude de la langue française

Expérience professionnelle

Depuis 2003

Spécialiste agréé des évaluations juridiques, économiques et analytiques au Ministère de la Justice de la République slovaque – Services de conseil auprès de juges et de différentes entités juridiques pour tout problème d'ordre économique (impôts, écritures comptables et budgétisation concernant une procédure juridique) ; rédaction des rapports indispensables aux juges aux fins de prendre une décision juridique à l'échelle nationale et internationale ; évaluation des biens des entreprises souhaitant s'inscrire auprès du Tribunal des registres et évaluation de dommages en vue d'une réparation ; évaluation de la gestion du risque, de la gestion de projets, de la budgétisation, du contrôle financier et de la gestion des ressources humaines.

2002 – 2003

Société par actions KZT –spécialiste des évaluations, élaboration de systèmes de planification stratégique corrélés à la budgétisation pour les entreprises et leurs cadres ; gestion budgétaire et stratégique ; formulation d'avis sur la stratégie à suivre, l'efficacité et l'optimisation de l'entreprise ; réorganisation et rationalisation des opérations et des structures administratives dans le cadre d'une analyse et d'une redéfinition des processus d'entreprise.

1996 – 2002

Ministère des finances de la République slovaque – Directrice du département des affaires fiscales internationales

1993 – 1996

Ambassade de la République slovaque en Belgique (Ministère des Affaires étrangères) – économiste au Département économique et commercial

1992 – 1993

Ambassade de la République fédérale tchèque et slovaque à Kinshasa (République démocratique du Congo) – économiste

1991 – 1992

Entreprise d'audit, *Audit Company, Ltd.* – co-fondatrice et propriétaire de l'entreprise, auditeur

1985 – 1991

Bureau central des finances de Bratislava – Directrice du Département des contrôles financiers

1978 – 1985

Interhotels Bratislava et Hotel Borik – économiste au département de la comptabilité

Autres activités professionnelles

Depuis 2007 : Faculté d'économie de l'Université paneuropéenne – professeur expert

Depuis 2003 : Comité du budget et des finances de la Cour pénale internationale à La Haye – membre du Comité

2007 – 2008 : Vice-présidente du Comité – L'établissement de la Cour pénale internationale a marqué une étape importante dans le droit humanitaire. Le Comité du budget et des finances a pour principale mission de conseiller l'Assemblée des États parties et la Cour pénale internationale sur la gestion stratégique et financière, l'optimisation financière et la budgétisation.

Depuis 2002 : Association slovaque des experts de l'évaluation économique – membre du Conseil : coopération à la préparation des actes et règlements dans les domaines budgétaires, financiers et fiscaux.

Depuis 2003 : Centre des femmes chefs d'entreprise TOP, association indépendante non gouvernementale – coordinatrice de projets et professeur expert, conférencière lors d'ateliers visant à stimuler l'entrepreneuriat féminin en Slovaquie et à l'échelle internationale ; TCB est un organisme observateur de l'association internationale des femmes d'affaires basée à Paris (FCEM, Les Femmes Chefs d'Entreprises Mondiales)

1996 – 1998 : Ministère des finances de la République slovaque – négociateur de la République slovaque pour les aspects fiscaux du processus d'adhésion de la Slovaquie aux cadres d'imposition de l'OCDE

Langues

Slovaque : langue maternelle

Tchèque, anglais : courant

Français : connaissance approfondie

Allemand, russe : connaissances passives

Autres compétences

Compétences informatiques : maîtrise PC, Microsoft Word, Excel et Internet
